



Résumé du Rapport

ARRÊTER D'ASSURER LE CHARBON

Scorecard 2018 sur les assurances, le charbon et
le changement climatique

Décembre 2018

RÉSUMÉ DU RAPPORT

Notre bien-être futur dépend de l'abandon rapide du charbon, la plus importante parmi les sources d'émissions de CO₂. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies (GIEC) a conclu que pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, nous devons éliminer au moins 59% de notre consommation de charbon d'ici 2030, et la réduire à zéro d'ici 2050¹.

Le GIEC appelle à une « transition rapide et radicale » d'une ampleur sans précédent vers une économie sobre en carbone.² Pourtant, au cours des trois années qui se sont écoulées depuis que le sommet de Paris a fixé l'objectif de 1,5°C de réchauffement climatique, de nouvelles centrales au charbon d'une puissance de 92 GW ont été construites à travers le monde. Et 1380 centrales au charbon supplémentaires, d'une capacité totale de 672 GW, sont actuellement en construction ou en cours de planification³. Si ces projets sont réalisés, il deviendra impossible d'éviter l'effondrement du climat.

Du fait de leur position unique, les compagnies d'assurance sont en mesure d'accélérer et de renforcer la transition nécessaire vers une économie à faible émission de carbone. En tant que gestionnaires des risques, elles jouent un rôle discret mais essentiel dans le choix des types de projets qui peuvent être construits et exploités dans une société moderne. Sans les assurances, quasiment aucun nouveau projet du secteur du charbon ne peut être financé et construit, et les installations existantes devront trouver de nouvelles façons de gérer leurs risques, ou cesser leur activité. Dès lors qu'un projet n'est pas assurable, il n'est pas finançable.

Les assureurs sont d'énormes investisseurs, puisqu'ils gèrent environ 31 mille milliards de dollars d'actifs, et investissent des centaines de milliards de dollars dans le secteur des combustibles fossiles⁴. Leurs décisions de soutenir les combustibles fossiles ou au contraire les technologies à faible émission de carbone contribuent à façonner l'économie mondiale.

Depuis des décennies, les compagnies d'assurance mettent en garde contre les risques du changement climatique, en particulier en Europe. Continuer à soutenir le secteur du charbon n'est pas compatible avec les positions publiques des assureurs sur le changement climatique, et avec leur mission fondamentale qui consiste à protéger leurs clients des effets négatifs catastrophiques.

L'an dernier, la campagne « Unfriend Coal » a publié un premier scorecard sur les compagnies d'assurance, le charbon et le changement climatique, qui constatait que les plus grands assureurs du monde avaient commencé à se retirer du secteur du charbon. L'édition

¹ Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C, octobre 2018.

² Ibid., Résumé à l'intention des décideurs.

³ CoalSwarm, Global Coal Plant Tracker, actualisé par Urgewald.

⁴ Cf. Simons, M. et J. de Wilde, The Involvement of European Insurance Groups in the Fossil Fuels Sector, Profundo, avri 2017 ; Cynthia McHale et Rowan Spivey, Assets or Liabilities ? Fossil Fuel Investments of Leading U.S. Insurers, Ceres, juin 2016.

du scorecard de cette année indique que ce mouvement s'est accéléré : d'autres compagnies ont rejoint la tendance et les sociétés pionnières ont durci leurs politiques⁵ dans ce domaine.

Le rapport « Insuring Coal No More » (« Arrêter d'assurer le charbon ») analyse l'évolution du rôle des assurances dans le secteur du charbon, et la transition vers une économie sobre en carbone. Il se concentre sur 24 grands assureurs, analysant et évaluant leurs politiques d'assurance et de désinvestissement dans le secteur du charbon, ainsi que d'autres aspects du leadership climatique. (Voir les logos des 24 sociétés ci-dessous.) Le rapport indique les progrès et les lacunes, nomme les sociétés pionnières et les retardataires, et identifie les défis et les opportunités pour l'année à venir⁶.

PROGRÈS RÉALISÉS AU COURS DE L'ANNÉE DERNIÈRE :

- Allianz et Generali ayant rejoint les compagnies pionnières AXA et Zurich, les quatre plus grands assureurs de première ligne européens ont maintenant limité leur couverture d'assurance pour le charbon. Après son acquisition par AXA, l'assureur traditionnel du secteur de l'énergie XL Catlin s'est également retiré des projets liés au charbon. La part de marché des assureurs non-vie qui ont limité leur soutien au charbon a plus que doublé, passant de 3,1 % en 2016 à 7,3 % en 2018⁷. (Leur part de marché en assurance IARD commerciale est probablement plus élevée).
- Les géants de la réassurance Swiss Re et Munich Re ont également limité leur couverture pour le charbon, rejoignant la société SCOR, qui a pris certaines mesures dans ce sens l'an dernier. La part de marché des réassureurs non-vie qui ont limité leur soutien au secteur du charbon est passée de 3,8% en 2016 à 33,4% en 2017⁸.
- Au moins 19 grandes compagnies d'assurance ont retiré leurs investissements du secteur du charbon⁹. Generali, Lloyd's, Hannover Re et les assureurs français AG2R La Mondiale et Groupama se sont donné de nouvelles directives en la matière, tandis qu'AXA, Allianz et Munich Re ont renforcé leurs politiques existantes. Les actifs concernés par les politiques de désinvestissement sont passés de 4 à plus de 6 mille milliards de dollars, soit de 13% à 20% des actifs mondiaux de l'industrie des assurances.

Selon des courtiers d'assurance de premier plan, la contraction de la couverture des projets du secteur du charbon commence à impacter leur marché. Dans son examen des risques

⁵ Dans le présent rapport, le terme « politiques » fait référence à des directives opérationnelles contraignantes et non à des contrats d'assurance (policies).

⁶ Bien que le rapport porte principalement sur le charbon, il évalue également le rôle des assureurs concernant le sable bitumineux, la forme de pétrole générant le plus d'émissions, et d'autres combustibles fossiles extrêmes.

⁷ Selon les chiffres de la Fundación Mapfre, 2017 Ranking of the Largest European Insurance Groups.

⁸ Selon A.M.Best, World's Largest Reinsurers, septembre 5, 2017, fig. 1.

⁹ Les 19 compagnies d'assurance sont : Aegon, AG2R La Mondiale, Allianz, Aviva, AXA, California State Compensation Insurance Fund, CNP, Generali, Groupama, Hannover Re, Lloyd's, the Markel Corporation, Munich Re, Natixis, Oslo Pension & Insurance, SCOR, Storebrand, Swiss Re et Zurich. Elles ont chacune des actifs d'au moins 10 milliards de dollars, sauf Lloyd's. Dans le cadre d'un sondage du département de surveillance des assurances de Californie, la société Markel Corporation a annoncé qu'elle se retirait du secteur du charbon, mais n'a pas confirmé cette décision publiquement.

miniers de 2018, le courtier d'assurance Willis Towers Watson indique que trouver une assurance pour les projets liés au charbon « risque de devenir de plus en plus difficile – surtout si les assureurs nord-américains commencent à suivre l'exemple européen »¹⁰.

Ce rapport a attribué les meilleures notes à Swiss Re, devant Generali, Zurich, Allianz et AXA pour leurs politiques de souscription. Les notes élevées de Swiss Re sont dues au fait que sa politique couvre non seulement le charbon, mais aussi le sable bitumineux et d'autres combustibles fossiles extrêmes, qu'elle s'applique à la fois aux projets nouveaux et existants, et qu'elle concerne tant la réassurance facultative que la réassurance contractuelle, contrairement à la pratique de la plupart de ses concurrents.

Dans le domaine des politiques de désinvestissement, le rapport a attribué les meilleurs scores à Swiss Re, devant AXA, SCOR et Zurich ainsi qu'Allianz. Swiss Re se distingue à nouveau par une politique de désinvestissement qui couvre également les entreprises impliquées dans l'exploitation du sable bitumineux et dans les forages en Arctique.

Les scores les plus élevés concernant les autres aspects du leadership climatique ont été attribués à AXA, devant Aviva et Zurich, ainsi qu'Allianz et Swiss Re. Le bon résultat d'AXA s'explique par le fait que la compagnie défend les mesures de protection du climat auprès du public et des instances internationales, qu'elle s'implique activement dans la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) et qu'elle a fait du changement climatique un sujet à l'ordre du jour du conseil d'administration.

LACUNES ET FAIBLESSES

Le fait que les assureurs se retirent du secteur du charbon est certes positif et prometteur, mais cette politique doit s'élargir et se renforcer, pour atteindre une masse critique :

À l'exception de Hannover Re, de Mapfre et du marché de l'assurance Lloyd's, tous les grands assureurs européens évalués dans le présent rapport ont cessé ou limité leurs activités d'assurance dans le secteur du charbon. De plus, elles ont toutes retiré leurs investissements du charbon, se sont engagées dans un dialogue avec les entreprises du secteur, ou ont au moins cessé les nouveaux investissements dans le charbon.

En revanche, aucun des principaux assureurs américains n'a pris de mesures concernant le charbon. Des sociétés comme AIG, Chubb, Liberty Mutual et Berkshire Hathaway continuent de souscrire et d'investir dans le secteur du charbon.

Si les assureurs d'Asie-Pacifique continuent d'assurer et d'investir dans les projets liés au charbon, il existe des signes avant-coureurs d'un changement. Trois des plus grandes compagnies d'assurance vie japonaises, Nippon, Dai-ichi et Meiji Life, ont annoncé qu'elles ne financeraient plus de nouveaux projets du secteur du charbon. La société australienne QBE revoit actuellement ses politiques de souscription et d'investissement dans le charbon.

Même les politiques des assureurs européens en matière d'abandon du charbon comportent

¹⁰ Willis Towers Watson, 2018 Mining Risk Review.

des lacunes importantes. Certaines politiques se basent sur une définition trop étroite de ce qu'est une entreprise du charbon, de sorte qu'elles ne couvrent pas tous les grands acteurs du secteur. D'autres ne s'appliquent pas à certains types d'assurance (par ex. la réassurance contractuelle) ou ne limitent que certains projets liés au charbon (par ex. les centrales au lignite). La plupart des politiques de désinvestissement ne sont pas applicables aux actifs que les assureurs gèrent pour le compte de tiers. Dans le cas d'Allianz, il s'agit de plus de mille milliards de dollars.

Divers assureurs n'ont pas publié leur politique en matière de charbon, ou seulement sous forme de principes généraux. C'est pourquoi il est difficile de leur demander des comptes à propos de leurs engagements. Par ailleurs, des spécialistes en assurances expérimentés doutent du fait que les compagnies d'assurance appliquent systématiquement les directives qu'elles se sont donné.

À PROPOS DE CE RAPPORT

Le présent rapport est le deuxième scorecard sur les assurances, le charbon et le changement climatique publié par la campagne « Unfriend Coal ». Il analyse l'évolution du rôle des assurances dans le secteur du charbon, et la transition vers une économie sobre en carbone. Il se concentre sur 24 grands assureurs, analysant et évaluant leurs politiques d'assurance et de désinvestissement dans le secteur du charbon, ainsi que d'autres aspects du leadership climatique. Le rapport indique les progrès et les lacunes, nomme les sociétés pionnières et les retardataires, et identifie les défis et les opportunités pour l'année à venir.

En mai 2018, douze organisations actives dans la campagne Unfriend Coal ont présenté leurs recommandations aux compagnies d'assurance, en leur demandant une réponse jusqu'au 24 septembre. En août, la campagne a envoyé un questionnaire et une liste de critères détaillant comment les politiques seraient évaluées. Fin octobre, 18 des 24 sociétés avaient répondu à la lettre et au questionnaire des ONG¹¹. Les réponses et les autres informations accessibles au public ont été analysées et évaluées par Profundo, un bureau de conseil et de recherche, en coopération avec la campagne Unfriend Coal.

Tous les scores ont été communiqués aux compagnies concernées avant l'impression du rapport. Une présentation de la méthodologie d'évaluation et une liste des documents utilisés sont disponibles sur <https://unfriendcoal.com/2018scorecard/>.

¹¹ Axis Capital, W.R. Berkley, Berkshire Hathaway, Chubb, Liberty Mutual et MetLife ont choisi de ne pas participer au processus. AIG a répondu à la campagne Unfriend Coal mais sans fournir d'informations substantielles. Les politiques de ces sociétés ont été analysées et évaluées en fonction des informations accessibles au public.

Impressum

INSURING COAL NO MORE. The 2018 Scorecard
on Insurance, Coal and Climate Change.

Die vorliegende Publikation umfasst die französische
Übersetzung des Executive Summary von
«INSURING COAL NO MORE. The 2018 Scorecard
on Insurance, Coal and Climate Change». Überset-
zung durch:

Greenpeace Schweiz
Badenerstrasse 171
Postfach 9320
CH-8036 Zürich
schweiz@greenpeace.org

Bild Titelseite: © Ruben Neugebauer / Greenpeace

Den gesamten Bericht finden Sie auf [https://un-
friendcoal.com/2018scorecard/](https://un-friendcoal.com/2018scorecard/)

Greenpeace finanziert ihre Arbeit für die Umwelt
ausschliesslich aus Spenden von Privatpersonen
und Stiftungen.

Herzlichen Dank.

Spendenkonto: PC 80-6222-8